

La Grande Guerre (1914-1918)



ISBN : 978-2-37184-056-0

herodote.net

La Grande Guerre (1914-1918)

André Larané

De la paix armée à la Grande Guerre (p. 2)

. 28 juin 1914 : l'attentat à Sarajevo (p. 10)

. 5-23 juillet 1914 : l'ultimatum à la Serbie (p. 15)

. 1^{er} août 1914 : début de la Grande Guerre (p. 23)

Les opérations de la Grande Guerre (p. 28)

. 11 novembre 1918 : l'Armistice (p. 43)

. convention d'armistice (p. 51)

. 28 juin 1919 : paix bâclée à Versailles (p. 56)

Les séquelles de la Grande Guerre (p. 65)

1871-1914

De la paix armée à la Grande Guerre

La Grande Guerre de 1914-1918 est à tort appelée Première Guerre mondiale. Les Américains la qualifient plus justement de « *Guerre européenne* » (*The European War*) car elle s'est déroulée pour l'essentiel sur le Vieux Continent.

Quand elle éclate, en août 1914, l'Europe est au sommet de sa puissance. Ses idées, ses produits et ses armes exercent leur emprise sur toute la planète sans autre concurrence que les jeunes États-Unis. Ses élites circulent sans entrave et baignent dans ce que l'on appellerait aujourd'hui la « *mondialisation heureuse* ». C'est la « ***Belle Époque*** ».



Paris vers 1900

Les peuples, bercés par les rapides avancées des sciences et des techniques, rêvent à des lendemains qui chantent. Leur optimisme est justifié car il n'existe objectivement en Europe aucune raison majeure de conflit... si ce n'est précisément le sentiment de toute-puissance et de supériorité qui pousse les dirigeants à ambitionner des conquêtes sans fin !

Des signes laissent entrevoir la catastrophe. Dix ans plus tôt, la France a enterré une rivalité de sept siècles avec l'Angleterre. Reportant son attention sur l'Empire allemand, elle a noué une alliance défensive avec le tsar de Russie. Certains exaltés songent à une *Revanche* qui leur rendrait l'Alsace et la Lorraine du Nord, enlevées en 1871. L'empereur allemand Guillaume II, lui-même quelque peu exalté, renforce sa flotte de guerre en vue de concurrencer sur les mers la Grande-Bretagne, la superpuissance de l'époque. Par solidarité germanique, il soutient aussi la frêle Autriche-Hongrie du vieil empereur François-Joseph Ier. Celui-ci s'inquiète des revendications belliqueuses des petits peuples balkaniques, tout juste libérés de la domination ottomane, et des visées de la Russie...

La montée des tensions

La République française, jamais remise de la perte de l'Alsace-Lorraine, se rapproche en 1894 de la Russie autocratique en vue de prendre un jour l'Allemagne en tenaille. Dans le cadre de cette **alliance franco-russe**, les épargnants français sont massivement sollicités en vue de financer un réseau de chemin de fer qui permette à l'immense Russie de mobiliser au plus vite ses troupes sur sa frontière avec l'Allemagne !

Mais, au-delà des mers, la France poursuit sa compétition multiséculaire avec l'Angleterre. En 1898, Français et Anglais sont prêts à se faire la guerre pour **Fachoda**, quelques cabanes misérables au bord du Nil.

Heureusement, l'arrivée aux Affaires étrangères de Théophile Delcassé calme le jeu. Ce ministre pénétré du désir de récupérer l'Alsace-Lorraine pressent que la France aura un jour besoin pour cela de l'alliance anglaise.

Outre-Atlantique, les jeunes États-Unis n'échappent pas à l'hubris (la démesure) occidentale. En 1898, gagnés à leur tour par la folie coloniale, ils volent aux Espagnols leurs dernières colonies d'Amérique et mettent la main sur les Philippines au prix d'une **guerre très meurtrière**. Ils mettent aussi la main sur l'isthme de Panama grâce à une **cynique machination**.



Théophile Delcassé

Ce que voyant, l'Allemagne, devenue la troisième puissance industrielle du monde derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne, réclame à son tour sa part de colonies. Mais elle se fait rabrouer de façon humiliante par les Britanniques.

Compétition navale



Afin de pouvoir jouer dans la cour des Grands, l'empereur **Guillaume II** décide en 1898, avec le concours du grand amiral Alfred von Tirpitz, de se doter d'une flotte de guerre capable de rivaliser avec la *Royal Navy*.

Ses efforts dans ce domaine resteront néanmoins très insuffisants. En 1913, les Britanniques conservent une incontestable suprématie navale avec 63 bateaux de ligne en mer et 15 en chantier, ainsi que 42 cuirassés et même 70 sous-marins ; l'Allemagne n'en dispose respectivement que de 33, 8, 13 et 23.

La supériorité britannique est d'autant mieux assurée que, depuis 1911, à l'initiative du Premier Lord de l'Amirauté, un certain **Winston Churchill**, la *Navy* a choisi de convertir ses chaudières au charbon par des chaudières au fioul, beaucoup plus performantes.

Le traité de Bucarest du 10 août 1913 met fin à cette seconde guerre balkanique et restitue Andrinople aux Turcs. Il se solde aussi par un renversement des alliances. La Russie lâche la Bulgarie au profit de ses vainqueurs, la Serbie et la Roumanie, cependant que la Bulgarie, faute de mieux, se rapproche de l'Autriche-Hongrie !

« *Le feu tue !* »

Ces guerres balkaniques révèlent les redoutables effets de la révolution intervenue dans l'armement, avec l'apparition des mitrailleuses ainsi que des canons de grande puissance et de longue portée, avec des obus à fragmentation qui déchiquètent les chairs.

Las, les états-majors occidentaux passent outre cette révélation : « *le feu tue !* ». Ils ignorent tout autant les leçons de la guerre de Mandchourie, en 1905, qui a montré que les armées d'infanterie n'avaient d'autre solution que de s'enterrer dans des tranchées pour se protéger de l'artillerie et des obus à fragmentation.

Ces états-majors restent attachés au modèle du XIXe siècle et des guerres napoléoniennes : des guerres courtes, avec des offensives à outrance qui emportent la victoire en quelques semaines ! À l'automne 1914, après les premiers mois de la Grande Guerre, ils comprendront enfin que l'artillerie moderne rend vaine ces offensives en rangs serrés, baïonnette au canon.



En 1913, les tensions s'exacerbent. L'Allemagne, en juillet, décide de porter à 820 000 hommes les effectifs de son armée de temps de paix. Pénalisée par une population bien inférieure, la France prolonge dans le même temps le service militaire obligatoire de deux à trois ans, ce qui porte à 750 000 hommes son armée de temps de paix. Enfin, la Russie, en mars 1914, prévoit de porter de 460 000 à 1,7 millions d'hommes les effectifs de son armée de temps de paix.

Quand survient l'assassinat de François-Ferdinand, le 28 juin 1914, nul ne s'inquiète outre-mesure en Europe. Les opinions publiques occidentales y voient une nouvelle manifestation de la sauvagerie balkanique et chacun s'attend à ce que l'Autriche-Hongrie exerce des représailles contre la Serbie dans le cadre d'une troisième guerre balkanique, aussi brève que les précédentes...

28 juin 1914

Attentat à Sarajevo

Le 28 juin 1914, l'héritier de l'empire austro-hongrois et son épouse sont assassinés à Sarajevo par un terroriste serbe, Gavrilo Princip (19 ans).

Imputé non sans raison à la **Serbie** par le gouvernement autrichien, l'assassinat de ces personnalités quasi-inconnues, dans une ville des Balkans dont l'immense majorité des Européens ignoraient jusqu'au nom, va servir de prétexte au déclenchement de ce qui deviendra la Première Guerre mondiale.



Assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme Sophie Chotek à Sarajevo

puissances autour d'une table pour régler le problème selon la pratique du « *concert européen* », si souvent fructueuse.

À Berlin, le 26 juillet, l'ambassadeur français Jules Cambon avertit le ministre allemand des Affaires étrangères, Gottlieb von Jagow : « *Vous allez vous trouver seul contre l'Europe entière, n'ayant comme allié qu'un empire vermoulu* »¹. L'avertissement est inutile car le compte à rebours est engagé. Déjà, à Berlin comme à Paris, Moscou et Vienne, les militaires, soucieux de ne pas être pris de court, pressent les responsables politiques de leur laisser les manettes.

Vienne déclare la guerre à Belgrade le mardi 28 juillet et envahit le petit pays sans attendre. À ce moment, la moitié de l'armée russe est déjà sur le pied de guerre.

À Paris, cependant, les journaux sont accaparés par le procès d'**Henriette Caillaux**. La femme du ministre des Finances avait tué quelques mois plus tôt le directeur du *Figaro* et son mari, qui prêchait la conciliation avec l'Allemagne, s'était mis provisoirement en marge de la scène politique. Elle est acquittée ce jour-là.

À la Une

Le 29 juillet 1914, le quotidien *Le Matin* titre en Une : *Mme Caillaux est acquittée*, mais aussi :

- *La guerre austro-serbe est déclarée ;*
- *La guerre européenne peut encore être évitée ;*
- *Le calme de la Russie fait en ce moment la sécurité de l'Europe ;*
- *On assure que l'Autriche se bornera à une « démonstration militaire ».*

Le 29 juillet 1914, Saint-Pétersbourg avertit Paris de ce qu'un ordre de mobilisation partiel a été ordonné par le tsar. Normalement, selon le **traité franco-russe** de 1904, les Russes auraient dû consulter leur alliée avant de prendre cet ordre. Ils n'en ont rien fait mais personne ne leur en fait reproche. On n'en est plus à ces détails-là ! Réuni dans l'urgence, le gouvernement français avalise la décision russe. « *Misérables ! Vous avez déchaîné la guerre !* » rugit Joseph Caillaux, le chef du parti radical, quand il l'apprend.

Pendant ce temps, Viviani et Poincaré, ignorant presque tout des événements des derniers jours, débarquent du *France* à Dunkerque. Ils sont acclamés par la foule au cri de « *Vive l'armée* » ou même « *Vive la guerre !* »

Guillaume II et Bethmann-Hollweg ont conscience du cataclysme qui se prépare. Le chancelier allemand prévient les gouvernements de Londres, Paris et Saint-Pétersbourg que les mesures préparatoires du tsar pourraient obliger les Allemands à mobiliser si elles n'étaient pas rapidement levées. C'est que, dans l'éventualité d'un conflit, l'avantage est au belligérant le plus rapide !

Le *Kaiser* télégraphie à plusieurs reprises à son cousin Nicolas II en lui demandant de ne rien commettre d'irréversible contre l'Autriche-Hongrie. Le tsar se fait hésitant. Par le caractère « *partiel* » de sa mobilisation, il a voulu signifier qu'il n'en voulait qu'à l'Autriche-Hongrie. Il espérait encore dissocier l'Allemagne de celle-ci. En soirée, malgré tout pris d'effroi, il annule l'ordre sur les

¹ Jean-Yves Le Naour : « *1er août 1914, faire ou ne pas faire la guerre* » (***Les grandes décisions de l'Histoire de France***, Perrin, 2018).

1^{er} août 1914

Début de la Grande Guerre



L'affiche de la mobilisation a été imprimée en 1904. La date du 1er août 1914 a été ajoutée à la main.

Le 10 août 1914, le quotidien socialiste *L'Humanité*, fondé par Jean Jaurès, écrit avec emphase : « Des entrailles du peuple, comme des profondeurs de la petite et de la grande bourgeoisie, des milliers de jeunes gens, tous plus ardents les uns que les autres, quittant leur famille, sans faiblesse et sans hésitation, ont rallié leurs régiments, mettant leur vie au service de la Patrie en danger. »

Si quelques jeunes bourgeois et intellectuels de droite comme de gauche se laissent prendre à la frénésie nationaliste, il n'en va pas de même de la grande majorité des appelés.

La plupart partent avec sérieux et détermination, sans manifestation de joie, avec simplement la conscience du devoir nécessaire.

Le samedi 1er août 1914, à 4 heures de l'après-midi, tous les clochers de France font entendre un sinistre tocsin. C'est la mobilisation générale.

Quelques minutes plus tôt, l'Allemagne a elle-même décrété la mobilisation générale et déclaré la guerre à la Russie.

La Grande Guerre commence.

Le Président de la République croit opportun de rassurer ses concitoyens par un **Appel à la nation française** : « La mobilisation n'est pas la guerre. Dans les circonstances présentes, elle apparaît, au contraire, comme le meilleur moyen d'assurer la paix dans l'honneur » !

Plus de deux millions de jeunes Français doivent rejoindre leur unité dans les jours suivants.



Départ des appelés à Paris (août 1914)

Il y faut deux semaines en tout et pour tout, y compris dans l'immense Russie qui, **grâce aux épargnants français**, a pu s'équiper d'un réseau ferroviaire relativement dense. C'est dans ces conditions que va se jouer la « *bataille des frontières* » (14-24 août).

« *Union sacrée* » et *Burgfrieden*

Dans l'après-midi du 4 août 1914, le président de la République française Raymond Poincaré fait lire à la Chambre des députés et au Sénat un long message d'où l'on retient le passage suivant : « *Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le droit, dont les peuples, non plus que les individus, ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale. Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée et qui sont aujourd'hui fraternellement assemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique* ».

Pour la première fois apparaît l'expression « *Union sacrée* », curieuse venant d'un dirigeant laïque et anticlérical. De fait, elle va aboutir à l'union unanime du peuple, une exception dans une Histoire millénaire tissée de querelles et de guerres civiles.

En Allemagne aussi, le même jour, l'empereur, par la voix de son chancelier, en appelle à l'union de tous les Allemands sans différence de parti, d'origine ou de religion. Cette union est recouverte d'un vieux mot médiéval, *Burgfrieden*, la « *paix des forteresses* ».

Incompréhensible

En notre XXI^e siècle revenu de tout, il paraît incompréhensible que nos aïeux aient pu ainsi se jeter les uns contre les autres pour la défense de la patrie. Si incompréhensible que « *des publicistes en mal de publicité essaient de dénier tout courage aux combattants pour en faire simplement une chair à canon affolée et misérable* »².

Il est symptomatique que les débats actuels portent prioritairement sur les mutins et fusillés de 1917, comme pour mieux souligner notre refus d'admettre la simple évidence : dans leur immense majorité, les conscrits ou volontaires de 1914 sont allés au combat sans joie mais avec détermination, parce qu'il le fallait pour leur pays et pour eux-mêmes... Leur calcul était après tout plus raisonnable que celui des sportifs de l'extrême qui risquent leur vie pour se prendre en photo dans les 40^e rugissants, au fond d'un gouffre ou sur un pic de l'Himalaya.

Le plus remarquable n'est pas qu'il y ait eu un millier de fusillés pour cause de « *mutinerie* » dans l'armée française en 1914-1918 mais qu'il y en ait eu « *seulement* » un millier !

² *La Grande Guerre, une Histoire franco-allemande*, Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich (Tallandier, 2014)

Erreur fatale. En présentant son flanc à l'ennemi, l'armée allemande se met en position de faiblesse.

Le général **Joseph Gallieni**, qui commande la place de Paris, y voit l'opportunité d'une contre-offensive d'une dernière chance. Il convainc Joffre de lancer une contre-attaque avec toutes les troupes disponibles autour de Paris.

L'invasion est stoppée net par la contre-offensive de la Marne, du 6 au 9 septembre, avec des pertes énormes des deux côtés et au prix d'un effort surhumain de la part des Français.

Du 17 septembre au 17 novembre, les troupes allemandes et françaises tentent de se déborder l'une l'autre par l'ouest. C'est la « *cOURSE À LA MER* ». Mais personne n'arrive à percer le front. Épuisées et meurtries, les troupes allemandes creusent des tranchées et s'y terrent pour éviter de reculer davantage. Les troupes françaises font de même.

Après une guerre de mouvement qui s'est brisée sur les déluges de feu et d'acier de l'artillerie, on en vient à une guerre de position ; chaque armée se met à l'abri en attendant que revienne l'occasion d'une offensive décisive.

Le front franco-allemand se stabilise dans la boue, de la mer du nord aux Vosges, sur 750 km. On ne sait pas encore que cette situation va durer trois longues et terribles années jusqu'au retour des offensives du printemps et de l'été 1918 !



Charge de fantassins français à la baïonnette (septembre 1914)

Autres fronts

À la frontière orientale entre la Russie et l'Allemagne, les armées russes mobilisent et attaquent plus tôt que prévu (grâce en particulier aux chemins de fer financés par les épargnants français). Heureusement pour l'Allemagne, le front se stabilise grâce à la victoire inespérée du général allemand von Hindenburg à **Tannenberg**, qui a raison du « *rouleau compresseur* » russe.

La première guerre « totale » de l'Histoire

Lorsque la guerre éclate en 1914, tous les belligérants tablent sur une guerre courte. Après plusieurs mois seulement, ils prennent des mesures pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre et satisfaire les commandes militaires.

Les usines d'armement font revenir du front une partie des ouvriers qualifiés et recrutent des femmes pour compléter leurs effectifs, les « *munitionnettes* ». Les femmes sont aussi requises dans les métiers plus classiques, le temps de la guerre. La plupart retourneront à leurs fourneaux une fois la paix revenue.

Les Alliés recourent également à la main-d'œuvre d'outre-mer : la France enrôle plus de 180 000 travailleurs venus d'Indochine et d'Afrique du Nord, le Royaume-Uni environ 100 000 Chinois.

Pour accroître la productivité, la durée quotidienne du travail est également allongée. Elle passe de 12 à 14 heures en France. Le *taylorisme*, c'est-à-dire l'emploi d'une main-d'œuvre peu qualifiée effectuant des tâches simples et répétitives, se généralise dans les usines européennes.

En France, en Allemagne, comme au Royaume-Uni ou en Russie, les besoins militaires nécessitent une intervention grandissante de l'État dans l'économie, en rupture avec la tradition libérale qui prévalait jusque-là.



Munionnettes dans une usine française

Les gouvernements multiplient les commandes militaires auprès des grands industriels : Krupp, qui fabrique en Allemagne des canons célèbres comme la « *Grosse Bertha* », ou encore Renault, l'un des pionniers dans la construction de chars d'assaut.

Afin de répondre aux dépenses énormes occasionnées par la guerre, les belligérants recourent aussi à une inflation contrôlée pour modérer le montant des remboursements. Ils souscrivent également des emprunts auprès de leur population mais aussi des pays neutres, et notamment des États-Unis, qui deviennent le premier créancier d'une Europe ruinée de la guerre.



La cote 304, l'une des positions les plus disputées de Verdun

Pour soulager Verdun, Français et Anglais lancent le 1er juillet 1916 l'**offensive de la Somme**.

Mal conduite par le commandant en chef britannique Douglas Haig, avec des soldats anglais courageux mais novices, l'offensive va se poursuivre envers et contre tout jusqu'en novembre 1916. Les alliés en obtiendront un gain dérisoire de 10 km. Le prix en est exorbitant : 400 000 Britanniques tués et blessés ainsi que 200 000 Français et 450 000 Allemands... À comparer aux 750 000 victimes de Verdun.

À la suite de ces grandes offensives sans résultat palpable, von Falkenhayn sera remplacé le 28 août 1916 par le maréchal Paul von Hindenburg et son adjoint Ludendorff à la tête de l'état-major allemand tandis que le général Joseph Joffre cèdera sa place au général Robert Nivelle le 26 décembre 1916.

Autres fronts

Le 31 mai 1916 a lieu la **bataille du Jutland**, plus grande bataille navale de la guerre. Elle se solde par un résultat indécis mais fragilise assez la marine allemande pour l'obliger à ne plus sortir désormais de ses ports !

Sur le front oriental, le général russe Broussilov passe à l'offensive le 4 juin 1916. La bataille de Loutsk, menée jusqu'à la mi-août 1916, lui permet de reprendre aux Austro-Allemands la Bukovine et une partie de la Galicie.

Le 27 août 1916, la Roumanie entre en guerre aux côtés des Alliés. Mal lui en prend. Elle est aussitôt occupée par les Austro-Allemands. Le feld-maréchal August von Mackensen joue d'audace et, à la tête de maigres forces bulgares et allemandes, occupe Bucarest le 5 décembre 1916.

À la fin de l'année, la lassitude commence à se faire partout sentir. Les populations d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie souffrent de plus en plus du rationnement induit par le blocus des Alliés, mais leurs troupes gardent un mince avantage sur le terrain.

L'empereur **Charles Ier**, qui succède à François-Joseph Ier à Vienne, fait en vain des offres de paix séparée. Guillaume II lui-même demande au président américain Woodrow Wilson de s'entremettre entre les combattants. Mais ces efforts échouent.

1918

Victoire à l'arraché

Front occidental

Quand s'ouvre l'année 1918, il devient impératif pour les empires centraux d'emporter la décision sur le terrain avant que n'entrent dans la mêlée les troupes étasuniennes.

Le 21 mars 1918, au prix d'un gigantesque effort, les Allemands lancent une **offensive de la dernière chance** sur tout le front occidental. Ils arrivent à Château-Thierry et bombardent Paris avec des canons à longue portée, dont la « *grosse Bertha* » !



Troupes de choc allemandes sur le front ouest, 21 mars 1918

Face au péril, le chef du gouvernement français Georges Clemenceau obtient que le commandement des armées franco-anglaises soit désormais confié à un seul homme pour plus d'efficacité. À Doullens, le 26 mars 1918, il est décidé que le général Ferdinand Foch coordonnera désormais toutes les opérations sur le front occidental.

Dès avril, Foch arrête l'offensive allemande sur la Somme. Surpris par la rupture du front au Chemin des Dames, le 27 mai 1918, il arrive néanmoins à contenir la poche allemande. Le 18 juillet 1918, il peut enfin passer à la contre-offensive. C'est la **deuxième bataille de la Marne**. Pour la première fois sont utilisés à grande échelle les chars d'assaut et l'aviation.

Le dernier...

Ce 11 novembre 1918, dès 9h30, le maréchal Foch s'empresse de remettre le texte d'armistice au Président du Conseil Georges Clemenceau, à Paris. Malgré ses efforts, celui-ci ne peut garder l'information secrète. Les journaux se hâtent d'imprimer des éditions spéciales. La rumeur d'un cessez-le-feu se répand assez vite et atteint le front où l'on se garde de toute action périlleuse.

Tout est calme... ou presque. À la 11ème heure du 11ème jour du 11ème mois de l'année 1918, après 51 mois de conflit, l'agent de liaison Auguste Trébuchon (40 ans) est atteint par une balle alors qu'il portait un ordre concernant le rassemblement du régiment pour le ravitaillement des troupes. C'est le dernier soldat français tué pendant la Première Guerre mondiale. Il repose aujourd'hui dans le cimetière communal de Vrine-Meuse.



La foule attend Clemenceau devant la Chambre des députés le 11 novembre 1918

Sans plus attendre, le Président du Conseil Georges Clemenceau annonce l'armistice à la tribune de la Chambre des députés au milieu des acclamations et des larmes de joie :

« Au nom du peuple français, au nom du gouvernement de la République française, le salut de la France une et indivisible à l'Alsace et à la Lorraine retrouvées, (les députés se lèvent. - applaudissements enthousiastes)

Et puis honneur à nos grands morts qui nous ont fait cette victoire ! (longs applaudissements unanimes)

Nous pouvons dire qu'avant tout armistice, la France a été libérée par la puissance de ses armes (applaudissements prolongés), et quand nos vivants, de retour sur nos boulevards, passeront devant nous, en marche vers l'Arc de Triomphe, nous les acclamerons. Qu'ils soient salués d'avance pour la grande œuvre de reconstruction sociale (vifs applaudissements). Grâce à eux, la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'idéal ».

Convention d'armistice entre l'Allemagne et les Alliés

CONVENTION

Entre le maréchal Foch, commandant en chef les armées alliées stipulant au nom des puissances alliées et associées, assisté de l'amiral Wemyss, First Sea Lord, d'une part ;
Et M. le secrétaire d'État Erzberger, président de la délégation allemande,
M. l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, comte von Obendorff,
M. le général d'état-major von Winterfeld,
M. le capitaine de vaisseau Vanselow,
Munis de pouvoirs réguliers et agissant avec l'agrément du chancelier allemand, d'autre part,
il a été conclu ce matin un armistice aux conditions suivantes :

a) Conditions de l'armistice conclu avec l'Allemagne sur le front d'Occident.

1. Cessation des hostilités, sur terre et dans les airs, six heures après la signature de l'armistice.
Le feu a cessé ce matin sur tout le front à onze heures.

2. Évacuation immédiate des pays envahis : Belgique, France, Luxembourg, ainsi que l'Alsace-Lorraine, réglée de manière à être réalisée dans un délai de quinze jours à dater de la signature de l'armistice. Les troupes allemandes qui n'auraient pas évacué les territoires prévus dans les délais fixés, seront faites prisonnières de guerre.

Ici est une annexe dont je ne vous donne pas lecture, attendu qu'on n'a pu me la communiquer en temps utile ; cette annexe règle les détails de la retraite des troupes allemandes.

L'occupation par l'ensemble des troupes alliées et des États-Unis, suivra dans ces pays la marche de l'évacuation.

Tous les mouvements d'évacuation ou d'occupation sont réglés par la note annexe n°1, arrêtée au moment de la signature de l'armistice. Rapatriement, commençant immédiatement et devant être terminé dans un délai de quinze jours, de tous les habitants des pays énumérés ci-dessus (y compris les otages et les prévenus ou condamnés).

4. Abandon par les armées allemandes du matériel de guerre suivant, en bon état : 5 000 canons (dont 2 500 lourds et 2 500 de campagne), 25 000 mitrailleuses, 3 000 Minenwerfer, 1 700 avions de chasse et de bombardement.

En premier lieu, tous les D7 et tous les avions de bombardement de nuit à livrer sur place aux troupes alliées et des États-Unis, dans les conditions de détails fixées par la note annexe n°1 arrêtée au moment de la signature de l'armistice.

5. Évacuation des pays de la rive gauche du Rhin par les troupes allemandes.

Les pays de la rive gauche du Rhin seront administrés par les autorités locales, sous le contrôle des troupes d'occupation des Alliés et des États-Unis.

Les troupes des Alliés et des États-Unis assureront l'occupation de ces pays par des garnisons tenant les principaux points de passage du Rhin (Mayence, Coblenz, Cologne) avec en ces points, des têtes de pont de 80 kilomètres de rayon, sur la rive droite et des garnisons tenant également des points stratégiques de la région.

Une zone neutre sera réservée sur la rive droite du Rhin, entre le fleuve et une ligne tracée parallèlement aux têtes de pont et au fleuve et à 10 kilomètres de distance depuis la frontière de Hollande jusqu'à la frontière de la Suisse.

L'évacuation par l'ennemi des pays du Rhin (rive gauche et rive droite) sera réglée de façon à être réalisée dans un délai de seize nouveaux jours soit trente et un jours après la signature de

L'Europe après la Première Guerre mondiale (1923)

Cette carte montre l'Europe après les traités qui ont fait éclater les quatre empires de 1914. On note la multiplication de petits pays incapables de se défendre et le couloir de Dantzig qui partage en deux le territoire allemand.



Bibliographie

Les opinions européennes ont cru avec l'armistice du 11 novembre 1918 que la guerre qui prenait fin serait « *la der des der* » (la dernière des guerres). Les illusions se dissipèrent dès la signature des traités.

Dans un essai intitulé *Les conséquences économiques de la paix* (1919), Keynes critique les réparations imposées au vaincu, trop lourdes selon lui pour être effectivement appliquées. L'économiste britannique, qui a trop écouté les banquiers allemands, surestime néanmoins les conséquences que cela pourrait avoir sur les équilibres géopolitiques.



Défilé des mutilés le 14 juillet 1919 (Jean Galtier-Boissière)

La France a recensé le plus de morts par rapport aux mobilisés (168 pour mille) et par rapport à la population totale (34 morts pour mille habitants, contre 30 en Allemagne, 19 en Autriche-Hongrie...), avec un maximum de pertes dans les deux premières années :

- 1914 : 301 000 morts,
- 1915 : 349 000 morts,
- 1916 : 252 000 morts,
- 1917 : 164 000 morts,
- 1918 : 235 000 morts.

Bataille par bataille :

- Bataille des frontières et de la Marne (1914) : 250 000 morts,
- Offensives d'Artois et de Champagne (1915) : 232 000 morts,
- Bataille de Verdun (1916) : 221 000 morts,
- Bataille de la Somme (1916) : 104 000 morts,
- Offensives du Chemin des Dames et de Champagne (1917) : 78 000 morts,
- Offensives allemandes du printemps (1918) : 107 000 morts,
- Contre-offensives alliées et deuxième bataille de la Marne (1918) : 131 000 morts.

Contre les idées reçues

Les officiers recrutés parmi les jeunes les mieux éduqués ont eu plus de pertes que les hommes de troupe (18,5% de tués parmi les officiers ; 16% parmi les soldats) ; en effet, comme ils sortaient les premiers des tranchées, ils étaient les plus exposés au feu ennemi (41% des élèves de l'École normale supérieure ont été ainsi tués).

Les **troupes coloniales** étaient peu nombreuses en valeur absolue (un demi-million sur un total de 8 millions d'hommes mobilisés). Elles ont eu proportionnellement un peu moins de morts que l'ensemble de la troupe, soit environ 15% de leurs effectifs contre 16% des effectifs de soldats métropolitains (notons à ce propos que les Belges, à la différence des Français et des Britanniques, n'ont pas engagé dans la guerre les indigènes de leurs colonies).